ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 août 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux prestations volontaires d'encadrement", a donné le 13 août 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 8 augustus 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften", heeft op 13 augustus 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Le seul véritable fondement du projet est l'article 31, §§ 1er, 2 et 6, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

Les alinéas 1er à 5 et 7 doivent donc être omis.

A l'alinéa 6, il convient d'écrire : "... notamment l'article 31, §§ 1er, 2 et 6;".

L'alinéa 8 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve, notamment les articles 31 à 53, modifiés par les arrêtés royaux du 12 avril 1988 et du 30 avril 1991;".

Les alinéas 9 et 10 ne font que paraphraser la loi et, par conséquent, doivent être omis.

Dispositif.

Articles 1er et 2.

Dans ces articles, il convient de supprimer les mots "autres que la gendarmerie".

En effet, la Gendarmerie ne fera plus partie des forces armées à partir du 1er janvier 1992 en vertu de la loi

du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la Gendarmerie et la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la Gendarmerie et portant démilitarisation de la Gendarmerie.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire de l'article 1er et de l'ensemble de l'article 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Le paragraphe 3 doit devenir l'alinéa 2 du paragraphe 2. A l'alinéa 1er du paragraphe 2, il convient de remplacer les mots "Sans préjudice du paragraphe 1er" par les mots "Par dérogation au paragraphe 1er".

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 2 du paragraphe 2, il convient d'écrire :

"A la demande de ce milicien et à la condition que les besoins d'encadrement le permettent, son engagement peut être transformé en un engagement pour une période d'un an".

Les paragraphes 4 et 5 devraient être fusionnés en un paragraphe 3.

A l'alinéa 2 du paragraphe 4, devenant l'alinéa 2 du paragraphe 3, il convient d'écrire "visée au paragraphe 1er et au paragraphe 2, alinéa 2".

Au paragraphe 5, devenant l'alinéa 3 du paragraphe 3, il convient d'écrire : "... visées à l'alinéa 1er".

Article 5.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin du paragraphe 2, il faut écrire : "... font l'objet d'une même procédure de sélection, conformément au chapitre II en vue de pourvoir ...".

Article 6.

Le paragraphe 2 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Les miliciens visés à l'article 3, § 2, introduisent leur demande d'engagement au moment où ils se portent volontaires au centre de recrutement et de sélection pour suivre la formation de para-commando.

Les intéressés seront admis à la condition qu'au cours de leur temps de service, ils aient réussi dans cette formation.

Ils introduisent leur demande de transformation de leur engagement visé à l'article 3, § 2, au plus tard ...".

Article 7.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il convient d'écrire dans le texte français "le nombre des places".

La même observation vaut pour la suite du texte français du projet.

Le texte néerlandais devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 8.

On écrira : "... peut, sur la proposition motivée ...".

Article 12.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il serait plus conforme à l'usage d'écrire : "Sous réserve du droit ...".

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il faut écrire : "... l'article 11, alinéa 3, est d'application".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Dans le texte français de l'alinéa 2, il convient d'écrire "sur la base de" au lieu de "sur base de".

Article 14.

Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé comme suit :

"Art. 14. Le comité de sélection est composé :

1°du chef d'état-major de la force ou du service médical ou de l'officier général ou supérieur qu'il désigne;

2°de deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force ou du service médical;

3°d'un officier secrétaire appartenant à l'état-major de la force ou du service médical".

Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait plus simplement rédigé comme suit :

"Seuls les membres du comité revêtus d'un grade supérieur ou, à tout le moins, d'une ancienneté supérieure par rapport aux candidats examinés, ont voix délibérative".

Au paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, le mot "soumis" s'écrit au féminin pluriel.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

Il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français.

On peut supposer, en raison du contenu de la règle, que le texte néerlandais reflète l'intention des auteurs du projet d'arrêté.

Il faut donc écrire en français :

"Art. 15. Le comité de sélection se réunit en temps utile pour que des prestations volontaires puissent être effectuées dès le début du premier trimestre qui suit la date de clôture des demandes".

En néerlandais, l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

L'article 16 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 16. La décision du ministre de la Défense nationale de refuser l'engagement ou le rengagement à la suite de l'examen de la candidature par le comité de sélection, est notifiée au candidat dans les trente jours qui suivent la réunion de ce comité".

L'alinéa 2 est superflu puisqu'aucun appel n'est prévu.

Article 17.

De l'accord de l'officier délégué, l'article pourrait être plus simplement rédigé sur le modèle de l'article 46 de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif au statut des sous-officiers de réserve, de la manière suivante :

"Art. 17. Les modalités de retrait du grade pour les militaires visés au présent arrêté sont celles applicables aux militaires de carrière".

Article 18.

L'article 18 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 18. Le ministre de la Défense nationale réforme le militaire admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement, qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme ou de la commission d'appel, est définitivement inapte au service".

Article 19.

Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, ne vise qu'un congé, celui de fin de carrière.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut donc écrire : "... du congé visé à l'alinéa 1er dans ...".

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, mieux vaut écrire : "... et sous-officiers de réserve auxquels s'appliquent les articles ...".

Article 20.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er ne permet pas de savoir dans quels cas seront appliquées les trois mesures qu'il énonce, c'est-à-dire la mise en congé illimité, la mise en congé définitif ou la mise en disponibilité.

Le texte devrait être rendu plus clair sur ce point.

Au paragraphe 2, alinéa 1er, du texte français, on écrira : "... sur la proposition ou ...".

Article 21.

A la fin de l'article, mieux vaut écrire : "... du mois durant lequel l'intéressé a introduit sa demande".

Article 22.

L'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24.

Le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1°si lui sont applicables l'article 87, 1° et 2°, de la loi du 1er mars 1958, l'article 39, 1° et 2°, de la loi du 18 février 1987 ou l'article 71bis des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;".

Article 26.

Le 2° doit être complété comme suit : "... et par l'arrêté royal du 30 avril 1991".

Article 27.

L'article 31 de la loi du 21 décembre 1990 ne pourra entrer en vigueur que lorsque l'arrêté d'exécution de l'article 31, § 3, concernant les obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales aura été pris. Or , ce projet d'arrêté attend l'accord du ministre des Affaires étrangères. Par conséquent, il serait préférable que, le moment venu, l'entrée en vigueur du présent projet ne soit pas indiquée par référence, mais par une date précise.

L'article doit donc être rédigé comme suit :

"Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Article 28.

Les mots "est chargé" ont été omis dans l'article.

Observations finales.

1. La subdivision en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa.

2. Lorsqu'une loi est citée pour la première fois dans le dispositif, elle doit l'être avec sa date et son intitulé. Ensuite, cette loi ne doit plus être citée qu'avec sa date.

3. Dans le texte français, il faut écrire : "Chapitre 1er".

4. Dans un même article, il ne convient pas d'employer le pluriel et le singulier lorsqu'il s'agit des miliciens ou des officiers, notamment dans l'article 6 du projet.

5. Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions sont faites à ce sujet dans le présent avis. Il est notamment contraire à l'usage de formuler des règles en employant le futur, comme c'est le cas dans les articles 11 et 15 du projet.

Aanhef.

De enige echte rechtsgrond van het ontwerp is artikel 31, §§ 1, 2 en 6, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

Het eerste tot het vijfde lid en het zevende lid dienen dus te vervallen.

In het zesde lid schrijve men : "... inzonderheid op artikel 31, §§ 1, 2 en 6;".

Het achtste lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren, inzonderheid op de artikelen 31 tot 53, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1988 en 30 april 1991;".

Het negende en het tiende lid zijn slechts een parafrase van de wet en moeten bijgevolg vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikelen 1 en 2.

In die artikelen behoren de woorden "andere dan de rijkswacht" te vervallen.

Krachtens de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht

en houdende demilitarisering van de rijkswacht, maakt de rijkswacht namelijk met ingang van 1 januari 1992 geen deel meer uit van de krijgsmacht

Er wordt voorgesteld de inleidende volzin van artikel 1, alsook het gehele artikel 2 aldus te stellen :

"Art. 1. Toestemming tot het bij de krijgsmacht verrichten van prestaties als bedoeld in artikel 31, § 1, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader kunnen krijgen :".

"Art. 2. De beroepsofficieren en de aanvullingsofficieren alsook de beroepsonderofficieren en de aanvullingsonderofficieren die bij het bereiken van de leeftijdsgrens gepensioneerd worden, kunnen in uitzonderlijke omstandigheden toestemming krijgen tot het bij de krijgsmacht verrichten van prestaties als bedoeld in artikel 31, § 2, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader".

Artikel 3.

Paragraaf 3 moet het tweede lid van paragraaf 2 worden. In het eerste lid van paragraaf 2 moeten de woorden "Onverminderd paragraaf 1" worden vervangen door de woorden "In afwijking van paragraaf 1".

In paragraaf 3, die het tweede lid van paragraaf 2 wordt, schrijve men :

.../...

"Op aanvraag van die dienstplichtige en op voorwaarde dat de kaderbehoeften het toelaten, kan zijn dienstneming worden omgezet in een dienstneming voor een periode van een jaar".

De paragrafen 4 en 5 moeten worden samengevoegd tot een paragraaf 3.

In het tweede lid van paragraaf 4, dat het tweede lid van paragraaf 3 wordt, schrijve men "bedoeld in paragraaf 1 en paragraaf 2, tweede lid".

In paragraaf 5, die het derde lid van paragraaf 3 wordt, schrijve men : "De verlengingen door in het eerste lid bedoelde wederdienstnemingen mogen niet tot gevolg hebben dat een officier of een onderofficier afkomstig uit het actief kader blijft dienen na het bereiken van de leeftijdsgrens die is bepaald voor de reserveofficieren of reserveonderofficieren, naargelang van het geval, met dezelfde graad als hij".

Artikel 5.

In paragraaf 1 schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

In paragraaf 2 schrijve men : "Voor de aanvragen van ... wordt dezelfde selectieprocedure gevolgd overeenkomstig hoofdstuk II, om te voorzien in het aantal

plaatsen die vacant zijn verklaard met toepassing van artikel 7".

Artikel 6.

Paragraaf 2 zou kunnen worden gesteld als volgt :

"§ 2. De dienstplichtigen bedoeld in artikel 3, § 2, dienen hun aanvraag tot dienstneming in op het tijdstip waarop zij zich in het centrum voor recrutering en selectie aanbieden om de opleiding van paracommando te volgen.

De belanghebbenden worden toegelaten op voorwaarde dat ze tijdens hun diensttijd voor die opleiding geslaagd zijn.

Zij dienen hun aanvraag tot omzetting van hun dienstneming bedoeld in artikel 3, § 2, in uiterlijk ...".

Artikel 7.

In de Franse tekst van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "le nombre des places".

Dezelfde opmerking geldt voor de verdere Franse tekst van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst verdient het de voorkeur de uitdrukking "vacant verklaren" te gebruiken in plaats van de werkwoorden "openstellen" en "openen".

Artikel 8.

Men schrijve : "De minister van Landsverdediging kan, op het gemotiveerde voorstel van de chef van de generale staf, van artikel 7 afwijken om de niet voorziene dienstverlatingen die de schattingen overtreffen, te compenseren".

Artikel 12.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou het meer in overeenstemming met het gebruik zijn te schrijven : "Onder voorbehoud van het beoordelingsrecht ...".

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men in het Frans : "... l'article 11, alinéa 3, est d'application".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "In het geval een advies van het hogere hiërarchisch echelon ...".

Artikel 13.

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "sur la base de" in plaats van "sur base de".

Artikel 14.

Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou moeten worden gesteld als volgt :

"Art. 14. Het selectiecomité bestaat uit :

1°de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst, of de opper- of de hoofdofficier die hij aanwijst;

2°twee officieren die aangewezen worden door de stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst;

3°een officier-secretaris behorend tot de staf van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst".

Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou eenvoudiger gesteld zijn als volgt :

"Alleen de leden van het comité die een hogere graad of op zijn minst een hogere anciënniteit hebben dan de onderzochte gegadigden, zijn stemgerechtigd".

In paragraaf 4, die het vierde lid wordt, moet in de Franse tekst het woord "soumis" in het vrouwelijk meervoud worden geschreven

In de Nederlandse tekst schrijve men "door toedoen van" in plaats van "langs".

Artikel 15.

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

Door de inhoud van het voorschrift kan worden verondersteld dat de Nederlandse tekst de bedoeling van de stellers van het ontwerp van besluit weergeeft.

Men schrijve dus in het Frans :

"Art. 15. Le comité de sélection se réunit en temps utile pour que des prestations volontaires puissent être effectuées dès le début du premier trimestre qui suit la date de clôture des demandes".

En in het Nederlands :

"Art. 15. Het selectiecomité komt te zijner tijd bijeen zodat vrijwillige prestaties kunnen worden verricht vanaf het begin van het eerste trimester dat volgt op de sluitingsdatum van de aanvragen".

Artikel 16.

Het zou beter zijn artikel 16 als volgt te stellen :

"Art. 16. De beslissing van de Minister van Landsverdediging om, na onderzoek van de kandidatuur door het selectiecomité, de dienstneming of de wederdienstneming te weigeren wordt

binnen dertig dagen na de bijeenkomst van het comité ter kennis gebracht van de gegadigde".

Het tweede lid is overbodig, vermits in geen enkel beroep wordt voorzien.

Artikel 17.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het artikel eenvoudiger kan worden gesteld naar het model van artikel 46 van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende het statuut van de reserveonderofficieren. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 17. De nadere regels voor de ontneming van de graad voor de in dit besluit bedoelde militairen zijn die welke toepasselijk zijn op de beroepsmilitairen".

Artikel 18.

Het zou beter zijn artikel 18 als volgt te stellen :

"Art. 18. De militair aan wie het is toegestaan vrijwillige encadreringsprestaties te verrichten, wordt door de Minister van Landsverdediging op reform gesteld indien hij volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform of van de commissie in hoger beroep, definitief ongeschikt voor de dienst is".

Artikel 19.

Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, heeft betrekking op één enkel verlof, te weten het eindeloopbaanverlof.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, dient derhalve te worden geschreven : "... kunnen de reserveofficieren en reserveonderofficieren die uit het beroeps- of aanvullingskader komen, evenwel het verlof genieten, bedoeld in het eerste lid, onder ...".

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, zou het beter zijn te schrijven : "... en reserveonderofficieren op wie de artikelen 18, 20 en 21 toepasselijk zijn, of die ...".

Artikel 20.

Uit het eerste lid van paragraaf 1 kan niet worden opgemaakt in welke gevallen de drie aldaar genoemde maatregelen, te weten onbepaald verlof, definitief verlof of disponibiliteit worden toegepast.

De tekst behoort op dat punt duidelijker te worden geredigeerd.

In paragraaf 2, eerste lid, van de Franse tekst moet worden geschreven : "... sur la proposition ou ...".

Artikel 21.

Aan het eind van het artikel zou het beter zijn te schrijven : "... met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, die ingaat na het verstrijken van de maand waarin ...".

Artikel 22.

Het woord "herneemt" zou vervangen moeten worden door de woorden "krijgt ... terug".

Artikel 24.

Het zou beter zijn onderdeel 1° als volgt te stellen :

"1°indien artikel 87, 1° en 2°, van de wet van 1 maart 1958, of artikel 39, 1° en 2°, van de wet van 18 februari 1987, of artikel 71bis van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, naargelang van het geval op hem van toepassing is;".

Artikel 26.

Onderdeel 2° dient als volgt te worden aangevuld : "... en bij het koninklijk besluit van 30 april 1991".

Artikel 27.

Artikel 31 van de wet van 21 december 1990 kan pas in werking treden wanneer het besluit tot uitvoering van artikel 31, § 3, betreffende de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, zal zijn genomen. Dat ontwerp van besluit behoeft evenwel de akkoordbevinding van de Minister van Buitenlandse Zaken. Het is bijgevolg wenselijk dat op dat ogenblik de inwerkingtreding van dit ontwerp niet bij wege van verwijzing wordt aangegeven, doch door middel van een precieze datum.

Derhalve dient het artikel als volgt te worden gesteld :

"Art. 27. Dit besluit treedt in werking op ...".

Artikel 28.

In het artikel ontbreekt het hulpwerkwoord "is".

Slotopmerkingen.

1. Er is geen grond voor een indeling in paragrafen indien elk ervan slechts één enkel lid bevat.

2. Wanneer in het bepalend gedeelte een wet voor het eerst wordt geciteerd, dient zulks te geschieden met opgaaf van de datum en het opschrift. Achteraf behoeft zij alleen nog met opgaaf van de datum te worden vermeld.

3. In de Franse tekst behoort te worden geschreven : "Chapitre 1er".

4. In een zelfde artikel mag met betrekking tot de dienstplichtigen en de officieren de meervoudsvorm niet samen met de enkelvoudsvorm worden gebruikt, zoals onder meer het geval is in artikel 6 van het ontwerp.

5. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar. In dit verband zijn in het advies bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gedaan. Het is bepaaldelijk niet gebruikelijk om voorschriften door middel van een toekomende tijd te formuleren, zoals in de artikelen 11 en 15 van het ontwerp wordt gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. P. TAPIE.